

Cinéma

« La Désintégration », chronique réussie de l'islam en banlieue
Critiques pages 25 à 27

Mercredi 15 février 2012 - 68^e année - N°20861 - 1,50 € - France métropolitaine - www.lemonde.fr

Fondateur : Hubert Beuve-Méry - Directeur : Erik Izraelewicz

L'appel au « peuple », credo du candidat Sarkozy

- Un entretien télévisé mercredi soir et un grand meeting à Annecy, peut-être un livre « intime » en mars : c'est le dispositif retenu par une équipe Sarkozy en proie au doute
- Rebond ou pas ? Historiquement, les présidents sortants ne profitent pas de leur annonce
- Moody's, encensée par M. Sarkozy, émet à son tour des réserves sur la note de la France
- Le PS, s'il gagne, hésite à purger le corps préfectoral, très marqué à droite

Nicolas Sarkozy a fait, dans l'Isère, au chevet de l'entreprise Photowatt en faillite, son dernier déplacement de président. Dès mercredi soir 15 février, celui qui reste très optimiste sera candidat et le fera savoir par une intervention télévisée, probablement sur TF1. « Du peuple, par le peuple, pour le peu-

ple », estiment ses proches, qui ont fait de cet extrait de l'article 2 de la Constitution la ligne directrice d'un dispositif qui a pour ambition de retrouver la magie de la conquête de 2007.

Cependant, qu'ils se soient déclarés par fax ou à la télévision, en format court comme M. Mitterrand en 1988 ou plus longuement

comme M. Giscard d'Estaing en 1981, l'annonce des présidents sortants n'a jamais eu d'impact durable sur les sondages. A moins... à moins qu'il n'y ait une surprise, comme le laisse entendre le chef de l'Etat, sans parvenir à convaincre s'il improvise ou si tout a été soigneusement préparé. ● Lire pages 11-12 et 16



Nous serons tous des e-consommateurs

VIE QUOTIDIENNE Scanner avec son téléphone mobile pour régler ses paiements, s'installer face à un écran pour essayer des vêtements sans les toucher, être identifié dès son passage devant une vitrine... Demain, consommer deviendra un jeu d'enfant technologique. Passage en revue d'un futur proche. P. 20-21

A Homs, la tentation du djihad, par Jonathan Littell et Mani

► **CARNETS DE GUERRE** Entrés clandestinement en Syrie, l'écrivain et le photographe racontent les combats quotidiens à Homs. Des insurgés évoquent le recours au « djihad » pour faire tomber le régime d'Assad
► **DIPLOMATIE** Devant l'ONU, la haut-commissaire aux droits de l'homme, Navi Pillay, dénonce des « crimes contre l'humanité ». Mais Vladimir Poutine continue de bloquer les tractations. P. 4 et 19 et la tribune de Nora Benkorich p. 23

Laissons aux Grecs un peu d'oxygène

Dans le drame grec qui se joue sous nos yeux, tout le monde semble avoir raison. Le peuple qui se révolte contre l'austérité, dont il paye le prix fort, n'a guère d'autre choix pour exprimer sa frustration. Lorsque le salaire mensuel minimum passe de 780 euros par mois à 586, il ne reste, comme dit l'expression, que les yeux pour pleurer. Le chômage frise le taux de 20% de la population active, trois ans de sacrifices ont frappé de plein fouet les services publics et dévasté le niveau de vie des classes moyennes et populaires.

Les députés, qui ont massivement voté, dans la nuit de dimanche 12 à lundi 13 février, le plan d'austérité budgétaire alors que le quartier de Parlement était livré aux flammes des émeutiers, n'avaient pas non plus d'autre choix. La classe politique est dis-

créditée, le gouvernement confié à un technocrate, conseillé par une équipe de 45 experts européens dépêchés par Bruxelles pour l'aider à faire ses réformes. Le système politique est en pleine décomposition. Il faut espérer que les élections anticipées annoncées en avril seront un premier pas vers la reconstruction politique de la Grèce.

L'Union européenne (UE), qui maintient la pression sur le gouvernement grec pour obtenir des

déficit qu'Athènes fournissait à Bruxelles. La confiance a disparu. On ne peut reprocher aux partenaires européens de la Grèce d'exiger des garanties en échange de l'enveloppe de 130 milliards d'euros que la troïka (Banque centrale européenne, Fonds monétaire international et Commission européenne) doit lui fournir pour lui permettre d'échapper au défaut de paiement à la date butoir du 20 mars. D'autant que deux autres pays de la zone euro sous assistance du FMI et de l'UE, le Portugal et l'Irlande, mènent à bien les réformes demandées sans exercer le « chantage à la faillite » que l'on reproche à la Grèce.

Il y a, cependant, des limites à ce que l'on peut imposer à un pays. Il y a aussi des limites aux résultats que l'on peut attendre d'une telle cure d'austérité, com-

me le montre l'analyse publiée dans les pages International du Monde daté 14 février. L'aide de la troïka va permettre à la Grèce de franchir un obstacle important, mais fera péniblement passer le niveau d'endettement du pays de 160% de son PIB à 120%. On est loin de la guérison.

Face à ce constat, le débat sur l'opportunité du maintien de la Grèce dans la zone euro refait surface. Les ministres des finances des dix-sept pays de l'eurogroupe se réunissent mercredi et se posent une nouvelle fois la question. Il reste, néanmoins, une option : aller au bout de ce qui a été commencé avec les créanciers privés de la Grèce, bref prononcer l'horrible mot de restructuration. On efface leur dette, et les Grecs choisissent eux-mêmes : rester dans l'euro ou en sortir. ● Lire pages 3 et 22-23

Editorial

réformes structurelles visant à redresser les comptes publics, n'a, elle non plus, pas d'autre choix. Le laxisme budgétaire a été toléré trop longtemps. En Grèce, ce laxisme est allé jusqu'à la falsification des chiffres sur le

Le regard de Plantu

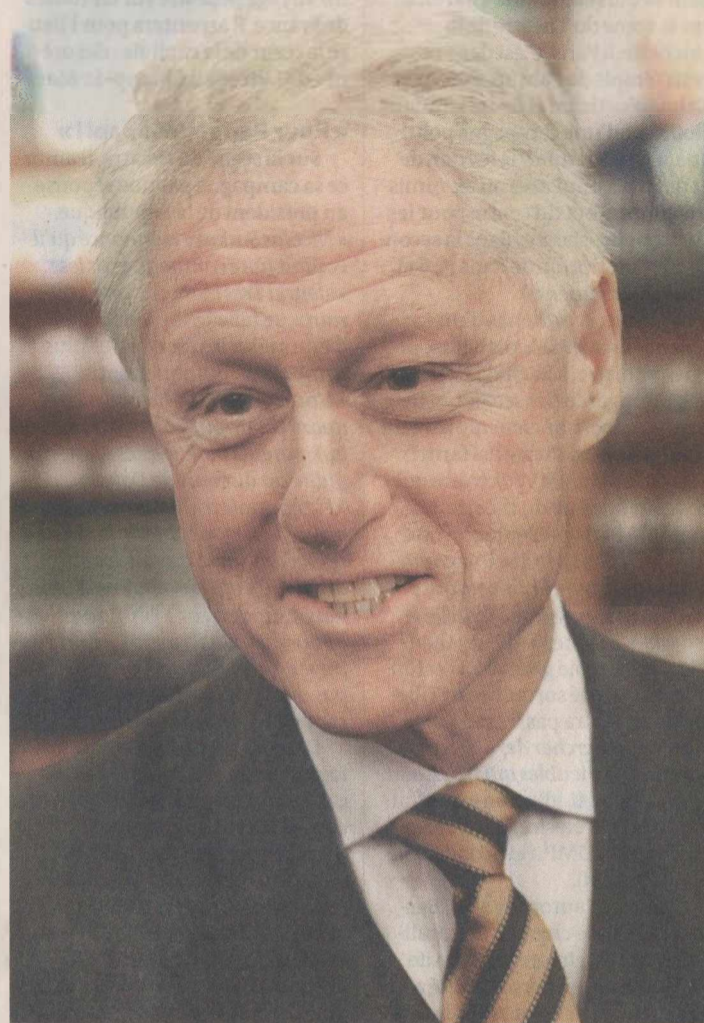


Les ventes record des vins français

Les vins et spiritueux français ont battu un record de ventes à l'exportation en 2011, dépassant pour la première fois les 10 milliards d'euros, soit une progression de 10% par rapport à 2010. Grâce au champagne, au cognac et aux vins de Bordeaux, ce secteur économique est le deuxième poste excédentaire de la balance commerciale, derrière l'aéronautique, mais devant les parfums et cosmétiques. La bonne santé économique des alcools français s'explique notamment par la forte progression des ventes sur le marché asiatique (+29%). Mais les négociants s'inquiètent des résultats mitigés en Europe. ● Lire page 17

La leçon de Bill Clinton

Extraits exclusifs de son livre Page 24



L'ex-président défend le rôle de l'Etat. PAUL HENNESSY/POLARIS/STARFACE

Deux jugements historiques pour la protection de la santé

JUSTICE Deux géants de l'industrie, Monsanto pour les pesticides et Eternit pour l'amiante, ont été reconnus responsables de l'intoxication de travailleurs. P. 8 et 10

Le dossier médical personnel, « mal aimé » des médecins

SANTÉ Un an après son lancement, cet outil reste confidentiel. Seuls 75 000 dossiers ont été ouverts. P. 28

DE BEERS
JEWELLERY

DÉCOUVREZ L'ART DE LA JOAILLERIE DIAMANTS EN EXCLUSIVITÉ SUR DE BEERS.FR ET AU PRINTEMPS HAUSSMANN - AUX GALERIES LAFAYETTE

Les partis grecs en ruine avant les législatives

Avec des socialistes sous les 10 % d'intentions de vote et des conservateurs divisés, la scène politique se décompose

Athènes
Correspondance

Athènes panse ses plaies, mardi 14 février au matin. Les habitants s'arrêtent devant les restes calcinés du bâtiment néoclassique de 1870 abritant le cinéma Attikon. Lundi soir, des bougies déposées par les habitants symbolisaient le deuil d'une ville après la nuit d'émeutes qui a coïncidé avec le vote de nouvelles mesures d'austérité, négociées avec la troïka (Commission européenne, Fonds monétaire international, Banque centrale européenne).

Les Athéniens contemplant, hébétés, les immeubles brûlés et les magasins pillés. Des ouvriers s'affairent pour réparer les dégâts. Des camionnettes transportant des grands panneaux de verre sillonnent la ville pour remplacer les vitrines cassées. La circulation est rendue difficile par l'absence de nombreux feux rouges cassés dans la nuit de dimanche à lundi.

Après cette nuit d'émeutes, le porte-parole du gouvernement, Pantelis Kapsis, a annoncé, lundi, « trois semaines d'enfer » pour la Grèce, dans son combat pour éviter la faillite, avant de rembourser 14,5 milliards d'euros le 20 mars. Le vote du mémorandum qui permet le déblocage d'un nouveau plan d'aide de 130 milliards n'est qu'une première étape. Le texte adopté par le Parlement fait un inventaire à la Prévert des mesures à prendre « avant tout versement ». Cette expression imprimée en gras presque à toutes les pages montre clairement que les créanciers publics de la Grèce ne relâcheront pas leur pression avant de déboursier le moindre centime. Le gouvernement doit aussi boucler l'opération du PSI (Private Sector Involvement, participation du secteur privé), qui prévoit l'effacement de 100 milliards de dette souscrite auprès de créanciers privés.

Polémique sur l'attitude de la police lors des émeutes

La presse reprochait à la police, mardi 14 février, son action lors des émeutes qui ont embrasé Athènes dans la nuit de dimanche à lundi. Sous le titre « La loi de la cagoule », le quotidien de centre-gauche Ta Nea estime que « la police a protégé le Parlement mais a oublié le centre de la capitale ». Le journal conservateur Kathimerini estime que le ministre de la protection des citoyens, Christos Papoutsis, « porte une très importante responsabilité dans les évènements ».



Une Athénienne devant un magasin dévasté. Quelque 45 bâtiments ont été détruits ou endommagés et 150 magasins vandalisés pendant la nuit du 12 au 13 février. JOHN KOLESIDIS/REUTERS

Au bout de ces « trois semaines d'enfer », le pays pourra connaître une nouvelle période électorale. M. Kapsis a annoncé que les élections législatives auraient lieu en avril, sans préciser la date. Après le vote du mémorandum et la nuit d'émeutes, les partis politiques sont dans le même état que cer-

tains immeubles d'Athènes. Ils menacent ruine et n'auront guère le temps de panser leurs plaies avant les élections. Plus de quarante députés ont été exclus de leur groupe parlementaire car ils avaient refusé de suivre les consignes de vote de leurs dirigeants. « Nous assistons au début de la décomposition du système politique grec, qui pourrait aboutir à la scission des deux principaux partis », explique le politologue Georges Séfertzis. Depuis le retour à la démocratie en 1974, la Grèce est gouvernée en alternance par Nouvelle Démocratie (ND), à droite, ou le Pasok, au centre-gauche, qui ont abusé du clientélisme politique pour assurer leur élection. Ce système est rejeté par une très grande majorité de la population, qui vient traiter les parlementaires de « tricheurs » et de « voleurs » à chaque manifestation. « Il y a deux partis dans chaque parti : un centriste et un populist,

précise M. Séfertzis. C'est en train d'éclater. La crise affaiblit la classe moyenne et le système clientéliste qui a accompagné sa progression. Nous allons assister à un repositionnement politique en accord avec le nouveau corps social, mais cela va prendre du temps. »

Les Athéniens contemplant, hébétés, les immeubles brûlés. Des ouvriers s'affairent pour réparer les dégâts

« Ce sont des députés très proches d'Antonis Samaras, le président de Nouvelle Démocratie, qui sont exclus, souligne le politologue Elias Nikolakopoulos. Certains faisaient partie depuis longtemps de sa garde rapprochée. Au Pasok aussi, il y a beaucoup d'anciens collabo-

rateurs de [l'ex-premier ministre] Papandréou qui sont exclus. » Le Pasok est dans un état critique. Les événements du week-end devraient précipiter la succession de Georges Papandréou, qui a annoncé son départ de la tête du parti, mais se hâte lentement. Le ministre des finances, Evángelos Venizélos, qui fut son rival malheureux en 2007, est bien placé pour lui succéder. Mais les querelles intestines sont nombreuses et certains membres sont tentés de se rapprocher de la Gauche démocratique, un parti créé en 2010, à la fois proeuropéen et hostile à la troïka, qui monte dans les sondages. Il a même dépassé le Pasok - tombé sous la barre des 10 % dans les intentions de vote.

En soutenant au nom de la raison le mémorandum, M. Samaras achève le virage à 180 degrés commencé en novembre 2011 lorsqu'il a accepté que son parti participe au gouvernement de coalition.

Après avoir été critiqué par l'ensemble de la droite européenne, le président de ND veut apparaître comme responsable au moment où il se considère en position de devenir le futur premier ministre de la Grèce. « Il faudra voir s'il maintient son résultat dans les sondages, après s'être clairement rallié au mémorandum », pondère Elias Nikolakopoulos. Une partie des sympathisants de ND pourraient être tentés de voter pour le parti d'extrême droite, le Laos, qui a voté contre le mémorandum après l'avoir approuvé en mai 2010. Le chemin inverse de Nouvelle Démocratie. La première force politique est aujourd'hui la gauche non socialiste, qui totalise plus de 40 % des intentions de vote. Mais elle est divisée en trois et le passif entre ces trois partis issus du communisme est important. L'enfer grec risque de durer plus de trois semaines. ■

ALAIN SALLES

L'eurogroupe maintient la pression sur Athènes

Bruxelles
Bureau européen

Les émeutes en Grèce laissent de marbre les Européens. Lundi 13 février, Angela Merkel a salué le vote « très important » du Parlement grec, et envoyé une fin de non-recevoir aux manifestants et élus opposés au programme d'assainissement : d'après la chancellerie allemande, « il ne peut y avoir et il n'y aura pas de changement » au train d'économies et de réformes imposé par les bailleurs de fonds internationaux. « Toutes ces mesures n'ont pas pour but de faire souffrir les gens mais de remettre la Grèce sur la voie de la croissance », a justifié son ministre des finances, Wolfgang Schäuble.

Cette mise au point survient en prélude à une nouvelle réunion des ministres des finances de la zone euro, mercredi. Les grands argentiers devraient donner leur bénédiction à la restructuration de la dette grecque, après de longues tractations avec les banques pri-

vées. Mais il n'est pas certain que les Européens soient déjà prêts à donner leur aval au second plan d'aide promis à Athènes (130 milliards d'euros, en plus des 110 milliards déjà engagés) en échange du « mémorandum » négocié avec le gouvernement Papademos.

Eviter une faillite

Pour l'Allemagne, les Pays-Bas, et la Finlande, les Grecs doivent remplir les deux autres conditions posées le 9 février lors de la précédente réunion de l'eurogroupe : 325 millions d'économie supplémentaire en 2012 - sur les 3,3 milliards demandés par le FMI et l'Union européenne - et un engagement écrit des deux principales forces politiques, le Pasok, à gauche, et Nouvelle Démocratie (ND), à droite, qu'elles soutiendront la politique d'austérité, quel que soit le résultat des élections anticipées.

Le vote du Parlement grec a levé une hypothèque sur l'engagement des partis, fait-on valoir auprès de

la Commission européenne, où l'on cherche à accélérer la manœuvre afin d'éviter une faillite du pays d'ici à la mi-mars : Antonis Samaras, le patron de ND, s'est prononcé sans ambiguïtés dimanche. « Cela vaut tous les courriers », selon un diplomate français.

Les économies supplémentaires pourraient être plus difficiles à trouver. Les Européens encouragent Athènes à réduire les dépenses de défense. « S'en prendre à la défense pourrait permettre d'alléger la casse sociale, tout en montrant que tout le monde doit faire des sacrifices », plaide un fonctionnaire européen. Reste à savoir si le gouvernement grec sera en mesure, d'ici à mercredi, de clarifier ses intentions. Le ministre des finances du Luxembourg, Luc Frieden, a résumé, lundi, le sentiment général sur la mise en œuvre du plan : « S'ils ne font pas tout cela, je pense qu'alors nous devons continuer avec seize pays. » Bref, exclure la Grèce de la zone euro. ■

PHILIPPE RICARD

SECRET DÉFENSE

« Révélations et confidences. »
Le Canard enchaîné

« Un réquisitoire informé. »
Le Nouvel Observateur

« Un portrait au vitriol. »
Libération

« Ce qu'ils ont découvert fait froid dans le dos. »
Le Point

Sur toutes les listes des meilleures ventes

Olivia Recasens
Didier Hassoux
Christophe Labbé

L'ESPION DU PRÉSIDENT

Au cœur de la police politique de Sarkozy

Robert Laffont